



## Des signes de ralentissement malgré le dynamisme du tourisme

**A**u troisième trimestre 2018, l'emploi salarié enregistre une légère baisse en Normandie, après trois trimestres de stabilité et alors qu'il progresse légèrement au niveau national. L'emploi normand ralentit notamment pour l'intérim et, hors intérim, dans l'industrie et la construction. Le taux de chômage reste toutefois stable, à 9,0 %. Dans la construction, les mises en chantier de logements reculent nettement, mais celles de locaux professionnels progressent. Les hôtels réalisent un bon trimestre, et les campings une excellente saison touristique. Les créations d'entreprises ralentissent et les défaillances reprennent.

Laura Le Mains, Étienne Silvestre (*Insee Normandie*)

Rédaction achevée le 04 janvier 2019

### L'emploi salarié ralentit dans tous les secteurs

Au troisième trimestre 2018, l'emploi salarié normand diminue de 0,2 %, après s'être maintenu durant les trois précédents trimestres (*figure 1*). Au niveau national, l'emploi salarié progresse très modérément (+ 0,1 %).

Dans la région, la baisse trimestrielle concerne tant le secteur privé (-0,2 %) que public (-0,5 %). L'intérim fléchit de 2,2 % (*figure 3*), soit sensiblement plus qu'en France hors Mayotte (-1,2 %). Hors intérim, l'emploi salarié se dégrade dans tous les secteurs (*figure 2*). Dans le tertiaire non marchand, les pertes s'amplifient (-0,4 % après -0,3 % au précédent trimestre). Dans l'industrie, l'emploi salarié diminue de 0,3 % après plusieurs trimestres d'accalmie. La construction et, dans une moindre mesure, le tertiaire marchand hors intérim, ralentissent également mais sans perdre de salariés.

### La Manche fait exception à la baisse de l'intérim

Au troisième trimestre 2018, l'emploi salarié est quasiment stable dans le Calvados et la Manche, mais fléchit de 0,3 % à 0,4 % dans l'Eure, l'Orne et la Seine-Maritime (*figure 4*). L'intérim recule dans tous les départements, sauf dans la Manche où il progresse de 2,5 %. Dans l'Orne, la contraction

de l'intérim est particulièrement forte (-6,1 %). En Seine-Maritime comme dans l'Eure, l'emploi salarié hors intérim fléchit de 0,5 % dans l'industrie et de 0,3 % dans le tertiaire.

### 1 Évolution de l'emploi salarié

- emploi salarié total - Normandie
- emploi salarié total - France hors Mayotte
- emploi salarié privé - Normandie
- emploi salarié privé - France hors Mayotte

Indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total.

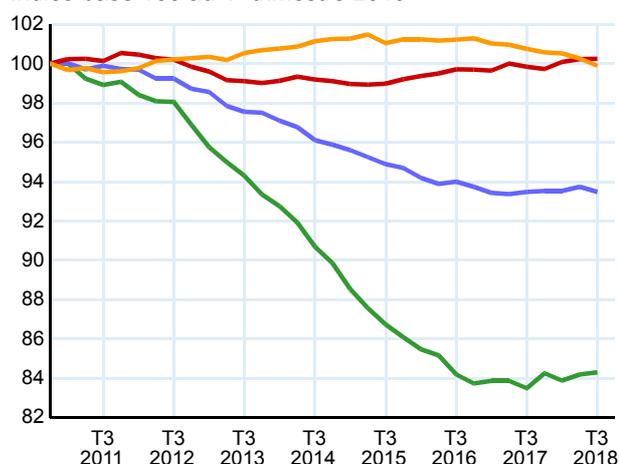
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Accoss-Urssaf, Dares, Insee.

Dans les trois autres départements de la région, l'emploi salarié hors intérim est quasiment stable.

## 2 Évolution de l'emploi salarié par secteur en Normandie

Construction Industrie  
Tertiaire marchand hors intérim  
Tertiaire non marchand

Indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010

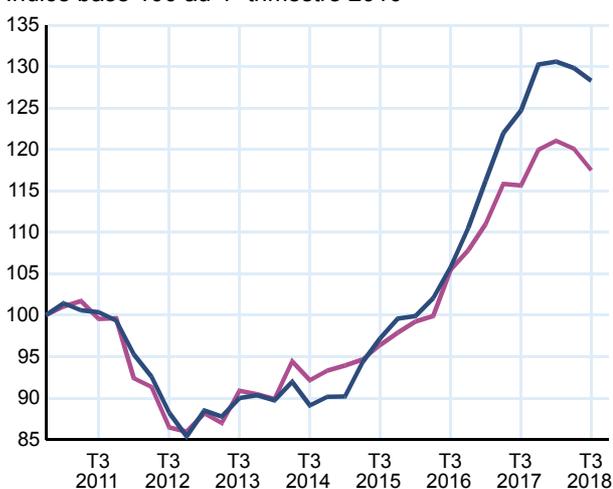


Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.  
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

## 3 Évolution de l'emploi intérimaire

Normandie  
France hors Mayotte

Indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.  
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

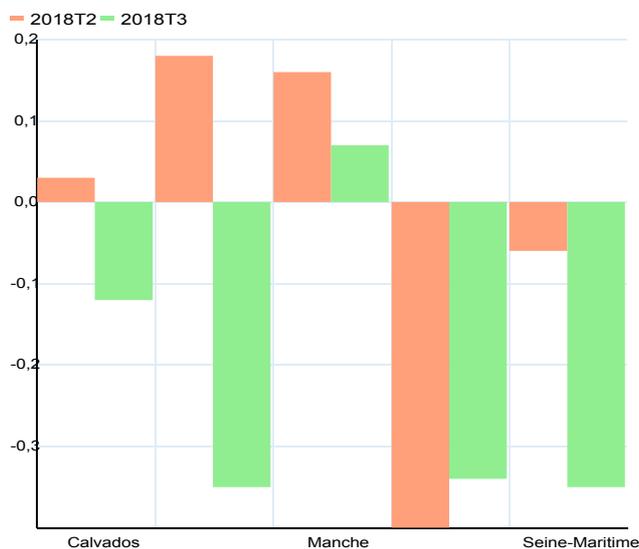
### AVERTISSEMENT

Auparavant, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Depuis la publication de juin 2018, le champ des ETE localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux).

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

## 4 Évolution de l'emploi total par département



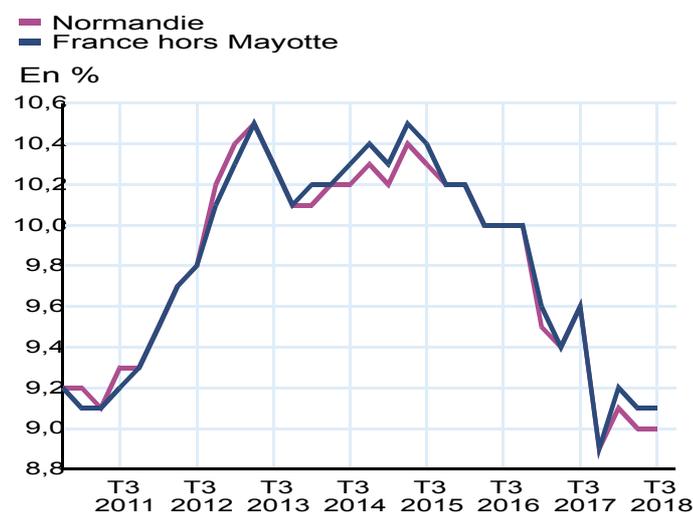
Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.  
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

## Un taux de chômage stable par rapport au trimestre précédent

Au troisième trimestre 2018, le taux de chômage est stable en Normandie comme au niveau national (figure 5). Il s'établit de nouveau à 9,0 % (contre 9,1 % en France hors Mayotte et 8,8 % en France métropolitaine). Cette stagnation du chômage s'observe aussi dans les départements du Calvados, de la Manche et de la Seine-Maritime. En revanche, il est en très légère hausse dans l'Orne (+ 0,1 point) et en faible diminution dans l'Eure (- 0,1 point).

Sur un an, le taux de chômage diminue de 0,6 point en Normandie comme en France hors Mayotte. La baisse est légèrement plus importante dans l'Eure et la Seine-Maritime (- 0,7 point) que dans les autres départements normands (- 0,4 point).

## 5 Taux de chômage



Notes : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.  
Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Ce trimestre, après trois trimestres de diminution, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C poursuit sa baisse (- 0,4 %), contrairement à la France métropolitaine (+ 0,4 %). Sur un an, les demandeurs d'emploi diminuent de 1,2 % en Normandie (+ 0,6 % au niveau national).

Les moins de 25 ans et les 25 à 49 ans bénéficient de cette embellie du dernier trimestre (respectivement - 1,0 % et - 0,4 %), la demande des 50 ans ou plus restant stable par rapport au trimestre

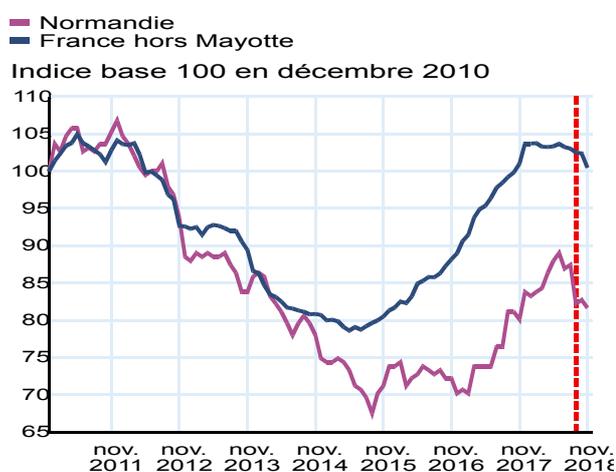
précédent. Pour la première fois depuis début 2017, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée diminue légèrement (-0,1 %). Dans les départements normands, seul celui de l'Orne est touché par une hausse de la demande d'emploi (+0,7 %).

### Forte baisse des mises en chantier de logements

Au troisième trimestre 2018, sur un an, le nombre de logements mis en chantier, baisse fortement dans la région (-7,6 % contre -1,1 % en France hors Mayotte ; *figure 6*), après une amélioration au précédent trimestre. Cette diminution est forte dans le Calvados (-9,4 %), l'Eure (-9,2 %) et la Seine-Maritime (-7,9 %), mais légère dans les deux autres départements (-1,7 % dans l'Orne et -0,5 % dans la Manche). Sur un an, le cumul des mises en chantier progresse toujours en Normandie (+1,0 %).

Ce ralentissement pourrait toutefois perdurer. En effet, la baisse du cumul des logements autorisés accélère (-3,6 % après -3,0 % au précédent trimestre). Le recul est particulièrement vif dans l'Eure (-12,0 %) et, dans une moindre mesure, la Manche (-5,1 %).

### 6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.  
Source : SDES, Sit@el2.

En revanche, le cumul sur un an de la surface de plancher des locaux professionnels mis en chantier est très dynamique dans la région (+12,5 %), alors qu'il diminue en France (-2,7 % ; *figure 7*).

Ce cumul se contracte dans l'Eure (-25,8 %), se maintient dans l'Orne, mais progresse vivement dans les trois autres départements. Le cumul de la surface des locaux autorisés est également bien orienté dans la région ce trimestre (+2,2 %).

### 7 Évolution de la surface de plancher des locaux commencés à la construction



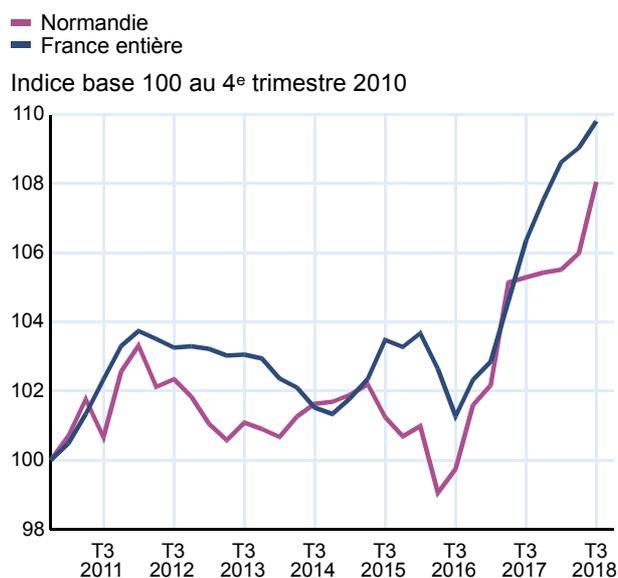
Notes : données brutes en date de prise en compte. Moyenne glissante sur 12 mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.  
Sources : SDES, Sit@del2.

### Les nuitées ralentissent en France mais accélèrent en Normandie

Au troisième trimestre 2018, 2,8 millions de nuitées ont été enregistrées dans les hôtels normands, soit 5,8 % de plus qu'au 3<sup>e</sup> trimestre 2017 (*figure 8*). La Normandie est, après l'Île-de-France, la région métropolitaine où les nuitées augmentent le plus. Cette vigueur résulte largement de la clientèle française, en hausse de 5,0 % dans la région malgré un repli au niveau national (-1,0 %). La clientèle étrangère est aussi dynamique en Normandie qu'en France (respectivement +7,7 % et +7,1 %).

Cette embellie concerne tous les départements normands, même si la hausse des nuitées passées dans les hôtels est moindre en Seine-Maritime (+2,4 %). La clientèle française a été très présente dans l'Eure, le Calvados et surtout la Manche. En revanche, la clientèle étrangère a été peu présente dans la Manche, contrairement aux autres départements.

### 8 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul du nombre de nuitées des 4 derniers trimestres en base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

Dans les campings normands, durant la saison touristique 2018 (avril à septembre), près de 4 millions de nuitées ont été enregistrées, soit une hausse de 9,2 % par rapport à la saison 2017. La progression est nettement plus forte qu'au niveau national (+0,8 %). Elle concerne aussi bien la clientèle française qu'étrangère.

Les cinq départements normands contribuent à la hausse des nuitées dans les campings en Normandie. Le Calvados bénéficie de près de la moitié de ces nuitées supplémentaires. Par rapport à la saison précédente, le nombre de nuitées dans ce département augmente de 9,8 %. La Manche est le 2<sup>e</sup> département normand le plus contributeur (près de 30 % des nuitées supplémentaires de la Normandie ; +8,0 % de nuitées dans le département).

### Un ralentissement des créations d'entreprises et une reprise des défaillances en Normandie

Au troisième trimestre 2018, plus de 5 600 entreprises ont été créées en Normandie, dont 40 % sous le statut de micro-entreprises (44 % en France entière). Les créations normandes progressent de 1,9 % (+0,3 % en France entière), exclusivement du fait des micro-entreprises (*figure 9*). En effet, les créations d'entreprises classiques repartent à la baisse ce trimestre, en Normandie comme en France entière (respectivement -0,8 % et -0,7 % par rapport au trimestre précédent). À l'inverse, les créations de micro-entreprises se

développent fortement, et cette hausse est plus marquée au niveau régional que national (respectivement + 6,3 % et + 1,5 %), ce qui explique la dynamique d'ensemble de la Normandie par rapport à la France entière.

La hausse des créations d'entreprises du tertiaire est ralentie par rapport au trimestre précédent (+ 1,3 % après + 4,9 %). La création d'entreprises est relancée dans le secteur de la construction (+ 8,2 % après une baisse de 2,8 %). Seules les créations dans l'industrie sont en baisse (- 1,0 %), après quatre trimestres de hausse.

### 9 Créations d'entreprises

- Normandie hors micro-entrepreneurs
- France entière hors micro-entrepreneurs
- Normandie y compris micro-entrepreneurs
- France entière y compris micro-entrepreneurs

Indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture. Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene).

Parallèlement, en cumul annuel sur le 3<sup>e</sup> trimestre 2018, les

défaillances d'entreprises progressent de 1,3 %, en Normandie comme en France. Cette hausse succède à une baisse au précédent trimestre (figure 10). En Normandie, elle concerne notamment la construction (+ 1,8 %), l'hébergement-restauration (+ 2,5 %) et les activités immobilières (+ 9,6 %).

Hormis dans le Calvados, où elles diminuent de 6,1 %, les défaillances progressent dans tous les départements. C'est particulièrement le cas dans l'Eure (+ 9,1 %). Sur un an, le cumul des défaillances reste en léger repli dans la région (- 0,9 % contre - 2,7 % en France). ■

### 10 Défaillances d'entreprises

- Normandie
- France entière

Indice base 100 en décembre 2010



Note : données mensuelles brutes au 20 décembre 2018, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : Fiben, Banque de France.

#### Contexte international : La croissance européenne s'essouffle un peu

Les climats des affaires sont globalement en baisse à l'automne 2018, suggérant un ralentissement économique, dans un contexte de tensions commerciales. L'activité des États-Unis résisterait un peu grâce à des dépenses publiques vigoureuses, mais ralentirait tout de même à l'horizon de la prévision (mi-2019). La Chine, comme d'autres pays émergents, présenterait des signes d'essoufflement. Les économies de la zone euro, soumises à des incertitudes persistantes (modalités du Brexit, situation budgétaire italienne, tensions sociales en France) ralentiraient même si les stimuli budgétaires programmés en 2019 soutiendraient la consommation des ménages.

#### Contexte national : En France, le soutien apporté au pouvoir d'achat des ménages limiterait le ralentissement de l'activité

Au troisième trimestre 2018, l'activité a progressé de 0,3 % en France, après deux trimestres de croissance plus modérée (+ 0,2 % par trimestre). La reprise de la consommation des ménages est principalement à l'origine de ce rebond. Le contexte international, mais également le mouvement des gilets jaunes, pèserait sur la croissance française en fin d'année 2018. L'activité économique ne progresserait que de + 0,2 % au quatrième trimestre avant de se redresser au premier semestre 2019 (+ 0,4 % puis + 0,3 % par trimestre). Les gains de pouvoir d'achat des ménages prévus fin 2018 et début 2019 soutiendraient la consommation au premier semestre 2019. En moyenne annuelle, l'acquis de croissance pour la France en 2019 serait de + 1,0 % à mi-année (après + 1,5 % prévu pour l'ensemble de l'année 2018). L'acquis de croissance du pouvoir d'achat (mesuré au niveau global) serait de + 2,0 % à la mi-2019 (après + 1,4 % sur l'ensemble de l'année 2018).

Insee Normandie  
5, rue Claude Bloch - BP 95137  
14024 Caen Cedex

Directeur de la publication :  
Daniel Brondel

Rédactrice en chef :  
Maryse Cadalanu

Attachée de presse :  
Carole Joselier  
Tél : 02.35.52.49.17

ISSN : 2105-1151@Insee 2019

#### Pour en savoir plus :

- Pouget J., Tallet F., " Du pouvoir d'achat, dans un contexte de ralentissement européen ", *Note de conjoncture* - décembre 2018

[www.insee.fr/fr](http://www.insee.fr/fr) rubrique Statistiques

- Tableaux de bord de la conjoncture [www.insee.fr/fr](http://www.insee.fr/fr) rubrique Statistiques



**Insee**  
Mesurer pour comprendre